

Updated - 25 July 2025

Une base démocratique pour l'IA électorale #1

Au début du [super cycle](#) électoral de 2024, l'un des sujets de discussion les plus brûlants était sans aucun doute la manière dont l'IA pourrait avoir un impact sans précédent sur les élections. Malgré des prédictions divergentes, les [projections](#) les plus radicales prévoyaient des perturbations majeures des élections, conduisant à un « [Armageddon technologique](#) » enlisé dans l'IA générative. Alors que l'année touche à sa fin et que les résultats des élections majeures sont connus, il n'existe toujours [aucune preuve incontestable](#) d'un lien entre les grandes campagnes générées par l'IA et les résultats électoraux. Au contraire, [l'hyper-focalisation](#) sur la désinformation générée par l'IA pourrait bien avoir détourné notre attention de ce qui constitue en réalité un ensemble diversifié de possibilités et de risques liés à l'IA.

L'IA est sur le point de transformer les élections, c'est certain. Les organismes de gestion électorale (OGE) intègrent déjà l'IA pour améliorer certaines de leurs fonctions. Il est raisonnable de s'attendre à ce que l'utilisation de l'IA dans l'administration électorale se développe progressivement, allant de la meilleure gestion des listes électorales à l'identification plus facile des erreurs de comptage potentielles. Par ailleurs, les organisations de la société civile pourraient utiliser l'IA pour surveiller plus efficacement les élections. Les campagnes et les candidats politiques ont déjà commencé à se tourner vers la technologie pour orienter leurs stratégies, produire du contenu et élargir leur champ d'action.

Cependant, ces applications de l'IA propulseront les élections en terrain largement inexploré, avec des implications importantes pour toutes les parties prenantes. L'utilisation de l'IA dans les élections pourrait éroder la confiance dans les processus démocratiques, amplifier les préjugés sociétaux et les discriminations structurelles existants, compromettre l'autonomie des OGE et dégrader davantage l'intégrité de l'environnement informationnel.

Face à ces défis croissants, International IDEA s'engage à appliquer une approche holistique et fondamentale de l'IA aux élections grâce à une initiative destinée aux acteurs électoraux. Le projet « [IA pour les acteurs électoraux](#) », mis en œuvre par International IDEA en 2024-2025 avec le soutien de Microsoft et d'OpenAI, a été lancé dans le but de renforcer les compétences et la résilience en IA des organismes de gestion électorale et de la société civile grâce à une série de formations destinées aux cadres. Pour garantir que le potentiel de l'IA soit exploité tout en maîtrisant, atténuant ou au moins réduisant son impact négatif, les formations transmettent une base solide de principes traitant des implications démocratiques, techniques, juridiques et éthiques de la technologie.

Cette « fondation démocratique de l'IA » repose sur cinq piliers principaux :

Maîtrise de l'IA : À mesure que l'IA se généralise dans tous les secteurs d'activité, il est crucial que toutes les personnes impliquées dans son cycle de vie comprennent parfaitement les capacités, les limites et les implications possibles des différents systèmes d'IA qui font partie de leur travail. Cette exigence s'étend aux organismes de gestion électorale (OGE), garants d'une utilisation démocratique et fiable de l'IA lors des élections. Améliorer la maîtrise de l'IA au niveau des OGE garantit leur capacité à superviser l'utilisation des systèmes d'IA de manière fonctionnelle, juste et équitable, renforce leur capacité à atténuer les effets négatifs de l'IA et leur permet de prendre des décisions politiques éclairées. Cette compréhension doit se traduire par une transparence et une communication avec les administrés, car les destinataires des produits et des décisions de l'IA doivent avoir droit à [des informations et des explications pertinentes](#) sur les systèmes utilisés.

Éthique de l'IA et droits humains : Lorsqu'elle est utilisée à mauvais escient, l'IA s'est avérée porter gravement atteinte aux principes éthiques et aux droits humains, notamment le droit à la vie privée, le droit à la protection des données, le droit à un procès équitable, le droit de participer aux affaires publiques, le droit à l'égalité et à la non-discrimination, et le droit de vivre à l'abri de la violence. Lorsqu'elle est mise en œuvre dans le cadre d'élections, des garanties doivent être mises en place pour atténuer et minimiser les atteintes à ces droits. Les risques sont particulièrement élevés pour les groupes marginalisés qui sont souvent exclus des étapes de [développement du cycle de vie de l'IA](#). Si elle est développée à partir d'ensembles de données non inclusifs ou biaisés, l'IA peut contenir des biais hérités qui [reproduisent les discriminations existantes](#). Ces préjugés particuliers peuvent être atténués en adoptant une perspective inclusive dès le début du [développement de l'IA](#), ainsi qu'en modérant les systèmes par le biais de politiques et de réglementations pour l'IA dans des contextes électoraux.

Curation et modération de contenu par l'IA : les médias sociaux sont devenus un véhicule clé d'information politique pendant les cycles électoraux. Pour l'électeur moyen, ce flux d'informations est souvent pollué par une abondance de désinformation générée par l'IA, ce qui rend [difficile pour les utilisateurs de discerner ce qui est crédible](#). En fin de compte, cela constitue une menace pour la fiabilité des informations politiques, compromettant ainsi l'intégrité électorale. Pour les OGE, il est important de savoir où et comment la désinformation se propage au sein des communautés locales et de rendre les informations factuelles et fiables facilement accessibles. Pour s'assurer que ces informations parviennent aux électeurs, les OGE doivent également comprendre comment les algorithmes de classement et de recommandation des médias sociaux privilégient souvent les contenus engageants et sensationnalistes.

Réglementation et législation : bien que les cadres mondiaux soient essentiels pour régir l'IA, la réglementation doit refléter les contextes dans lesquels elle est appliquée pour traiter efficacement la manière dont l'IA est utilisée dans le contexte des élections nationales. La réglementation de l'IA doit être conçue de manière à garantir que la

technologie renforce et promeuve activement les conditions démocratiques pour l'ensemble de la société et qu'aucun acteur ne puisse bénéficier ou abuser de la technologie pour manipuler ou interférer avec les processus électoraux.

L'IA pour améliorer la gestion électorale : Alors que les débats se concentrent souvent sur la perturbation des processus électoraux par l'IA, les façons dont la technologie peut être utilisée pour améliorer la gestion électorale sont souvent négligées. Lorsque tous les autres piliers sont en place, l'IA peut contribuer à des élections plus justes, transparentes et rapides. L'IA est déjà utilisée lors des élections nationales, notamment pour [l'identification des électeurs](#) et les [campagnes politiques](#). À l'avenir, les applications de l'IA pourraient couvrir des tâches plus approfondies, telles que la gestion des électeurs, la réalisation d'estimations préélectorales et d'analyses postélectorales, ainsi que l'identification de problèmes potentiels tels que la fraude ou les irrégularités. Cependant, ce pilier, plus que tout autre, repose sur l'existence de garanties démocratiques et de cadres éthiques.

Le renforcement de ces piliers fondamentaux ouvre la voie à l'IA pour rendre les élections plus sûres, plus justes et plus transparentes. Cependant, si l'un des piliers n'est pas suffisamment solide, l'ensemble du complexe risque de s'effondrer, transformant ainsi les risques et les externalités négatives de l'IA en réalité.

Ces dernières années, des efforts considérables ont été déployés pour promouvoir ces cinq piliers par le biais d'initiatives politiques régionales et internationales. Des exemples notables incluent [les principes de l'OCDE en matière d'IA](#), la [recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA](#) et la [stratégie brésilienne en matière d'IA](#). Bien que ces instruments soient essentiels à l'établissement de principes éthiques communs pour l'IA, ils abordent rarement l'impact spécifique que l'IA peut avoir, et a déjà, sur les processus électoraux. Les démocraties ont beaucoup à gagner en s'attaquant directement au croisement de l'IA et des élections au niveau de la gestion électorale, en transformant cette technologie potentiellement dangereuse en une force bénéfique.

Le projet « IA pour les acteurs électoraux » vise à renforcer chaque pilier de l'IA démocratique en sensibilisant et en informant les OGE et les OSC. Au cours de cinq événements régionaux, des experts dans les domaines de l'informatique, de l'assistance à la démocratie et du droit numérique et des droits humains travailleront en collaboration avec les participants pour identifier les bonnes pratiques et les voies de coopération qui garantissent les avantages potentiels de l'IA pour les élections. Pour en savoir plus sur le projet, consultez la page du projet « [IA pour les acteurs électoraux](#) ».

Dans le cadre de ce projet, nous lançons une série d'articles qui approfondiront l'IA et les élections dans le contexte régional de chaque événement. Ces articles exploreront la législation et l'éthique locales, favorisant une compréhension globale des différents défis et possibilités de l'IA. Chaque article fera également le lien entre un pilier de l'IA démocratique et les stratégies régionales visant à créer un environnement électoral solide et qualifié pour l'IA.